

Appel à communications

Analyser les (dis)continuités de la conflictualité au travail : un objet délaissé par la sociologie de l'action collective

Date limite pour proposer une communication : 15 février 2007

Responsables scientifiques :

Sophie **BEROUD**, MCF, Université Lyon 2, TRIANGLE
Baptiste **GIRAUD**, ATER, Université Paris 1, CRPS

L'étude des conflits du travail a été relativement délaissée par la science politique au cours de la décennie 1990. Le déclin important du nombre de jours de grève qu'a connu la France à partir du milieu des années 1980 ainsi que l'affaiblissement numérique des organisations syndicales ont semblé ôter toute pertinence à l'étude des modes d'engagement et des pratiques contestataires liés au monde du travail. Dans le même temps, l'analyse des transformations contemporaines du répertoire de l'action collective s'est imposée comme un objet central de la sociologie des mobilisations et du militantisme. Dans cette optique, il est possible de constater le surcroît d'intérêt accordé à des objets d'étude considérés comme pertinents pour mettre à jour les dynamiques de renouvellement des pratiques contestataires (mouvements altermondialistes, humanitaires ou associatifs...). Certes, un certain nombre de ces travaux insistent sur les logiques de reconversion du militantisme syndical à l'œuvre dans ces nouvelles arènes de protestation et contestent l'idée d'un cloisonnement entre « anciens » et « nouveaux » mouvements sociaux. D'autres s'attachent à souligner le maintien de revendications et thématiques sociales, mais en s'intéressant d'un côté aux processus de désaffiliation et de l'autre à des acteurs et des registres d'action supposément novateurs (mouvements des « sans », altermondialistes...). Autrement dit, cette imposante littérature demeure, dans son ensemble, largement silencieuse sur les pratiques de mobilisation propres au monde du travail. Et, ce faisant, elle semble illustrer autant qu'elle accredit l'hypothèse implicite d'une marginalisation inexorable des registres traditionnels de l'action syndicale dans l'espace de la conflictualité sociale.

Cet atelier s'articule autour d'une ambition centrale : contribuer à la revalorisation nécessaire des études sur la question des conflits du travail. Non seulement parce qu'ils demeurent, d'un strict point de vue quantitatif, des phénomènes dominants dans l'espace des mobilisations. Mais aussi parce que leur observation représente à ce titre une voie fertile pour enrichir les débats et des enjeux théoriques nés du questionnement sur les transformations du répertoire de l'action protestataire. Plutôt que de postuler, en effet, une improbable obsolescence de la conflictualité au travail, il apparaît bien plus heuristique de chercher à identifier les logiques à travers lesquelles se maintiennent, se transforment ou deviennent plus difficiles les conditions de recours à l'action collective dans l'univers des relations de travail. En cernant les dynamiques d'actualisation des modes d'expression des conflits du travail, on se donne ainsi les moyens de revenir sur une dimension essentielle des processus à l'œuvre dans la production des contours actuels de la protestation collective.

Pour cela, nous souhaitons également que cet atelier soit un moment privilégié d'échanges, autour de la question qui nous préoccupe, entre des traditions disciplinaires entre trop cloisonnées (sociologie des relations professionnelles et du syndicalisme, sociologie du droit, sociologie des mobilisations...). Cette confrontation nous semble tout d'abord pertinente dans la perspective d'un élargissement des questions empiriques et des cadres analytiques qui animent la sociologie des mobilisations. Réciproquement, elle constitue une manière de valoriser les apports heuristiques des outils méthodologiques mis en avant par la sociologie des mobilisations sur des terrains d'investigation dont elle est encore largement absente.

Dans cette perspective, les discussions de l'atelier s'articuleront autour de la présentation des premiers résultats d'une recherche collective sur les formes de la conflictualité au travail. Menée entre 2005 et 2007 en collaboration avec Jean-Michel Denis (MCF, Université Marne-la-Vallée, CEE) et Jérôme Pélisse (MCF, Université de Reims, AEP et IHDE), ce travail repose sur l'exploitation de l'enquête REPONSE sur les relations professionnelles réalisée par la DARES et le Ministère du Travail.

Dans ce cadre, notre recherche a pu se fonder en premier lieu sur le traitement statistique de plusieurs milliers de questionnaires passés auprès des représentants du personnel, des représentants de la direction et des salariés auprès d'un panel représentatif d'entreprises. Parallèlement, nous avons réalisé dix monographies destinées à mieux identifier les dynamiques d'évolution de la conflictualité au travail et à contrôler les hypothèses suggérées par le volet statistique de notre enquête. L'intérêt de la diversité des méthodes d'investigation employées - quantitative et qualitative - et de l'ampleur des données ainsi récoltées est de dépasser les formes de mobilisation les plus spectaculaires et médiatisées (lors de fermetures d'usine, de procédures de licenciements collectifs...), généralement réduites à l'expression de tentatives ultimes de résistance d'un monde du travail pour le maintien de l'emploi. Notre approche nous offre au contraire la possibilité de donner à voir la diversité des usages, des formes et des configurations à travers lesquelles s'actualisent les contours les plus ordinaires de la conflictualité au travail.

L'atelier s'organisera ainsi autour des perspectives d'analyse que permet de dégager cette enquête collective pour penser à la fois les logiques de continuité et de discontinuité dans les conflits du travail. Autrement dit, il s'agit de réfléchir à la manière dont se redéfinissent les conditions de possibilité de cristallisation de conflits collectifs au travail et les formes qu'ils épousent.

Pour enrichir et prolonger nos analyses, nous souhaitons également favoriser la mise en perspective des résultats ainsi obtenus avec d'autres travaux menés sur ce champ de recherche. Pour rendre possible cette discussion, les propositions de communications devront s'articuler autour des axes de réflexion suivants.

Tout d'abord, nous réfléchirons aux conditions structurelles et organisationnelles qui rendent aujourd'hui l'activation de certains registres « canoniques » d'expression du mécontentement plus difficile que d'autres dans la sphère du travail. Ainsi, si le recours à la grève apparaît toujours comme une pratique nodale dans l'espace des mobilisations au travail, on sait toutefois que la fréquence de son recours a connu un recul certain dans l'ordre des stratégies syndicales. Comment expliquer cette tendance lourde observée dans la plupart des pays occidentaux ? Assiste-t-on à un abandon de la stratégie de l'arrêt de travail ou plutôt à une redéfinition de ses usages possibles et légitimes ? Dans cette perspective, nous pensons utile d'analyser les effets de la fragilisation des ressources syndicales, produite par l'étiollement du tissu militant et par la reconfiguration de la condition salariale (sous-traitance, précarité des statuts professionnels, techniques managériales d'encadrement de la main d'œuvre), mais aussi les effets, plus souvent négligés, des logiques de concurrence inter-syndicale. Au-delà du seul mode d'action gréviste, l'enjeu sera bien de dégager la façon dont l'entremêlement de ces différentes logiques structurelles rejaillit sur les modalités des conflits collectifs au travail. En quoi constituent-elles des obstacles à leur déclenchement ? Comment peuvent-elles être dépassées ?

Un second axe de réflexion nous amènera alors à saisir comment se redéfinissent les modes de gestion du répertoire d'action syndicale sous l'effet de ces conditions contraignantes. On pourra notamment s'intéresser à la manière dont se redéploie la préférence des acteurs syndicaux pour une panoplie de moyens d'action collective moins visibles mais diffus (pétition, rassemblements, manifestations...), eux-mêmes imbriqués dans une diversité d'autres stratégies possibles de résistance individuelle (action juridique, absentéisme...). Dans cette optique, l'observation de l'évolution des formes d'affrontement dans l'espace des relations professionnelles pourrait être utilement mise en lien avec les dynamique de diffusion et d'investissement d'un ensemble de savoir-faire juridiques et de savoirs experts ajustés aux univers institutionnels dans lesquels se redéploie l'action syndicale. Comment et par qui s'élaborent et se transmettent ces compétences techniques ? Comment sont-elles constituées en ressources pour l'action syndicale et/ou en enjeu de lutte propre au champ syndical ? Quelles opportunités mais aussi quelles recompositions favorise l'appropriation de ces techniques de lutte dans le rapport des militants syndicaux à l'action collective ? Tout en évitant les écueils d'une opposition réifiée et stérile entre logique de négociation et logique de contestation, il s'agira bien davantage de s'interroger sur la manière dont stratégies institutionnelles et action collective peuvent se combiner dans les pratiques de ces acteurs. Dans cette perspective, c'est donc la question des modes d'articulation entre les différentes formes de protestation au sein du répertoire d'action syndicale que nous chercherons à mettre au cœur de nos réflexions.

Les propositions de communication sont à adresser au plus tard pour **le 15 février 2007** aux deux adresses suivantes :

baptistegiraud@hotmail.com
sophie.beroud@univ-lyon2.fr